

Paul Peeters

Livre

Contes de ma mère l'économiste

Daron Acemoglu et James A. Robinson viennent de faire paraître Economic Origins of Dictatorship and Democracy¹. Pour ces économistes américains, c'est la lutte pour une plus grande égalité des revenus qui permet d'aller de la dictature à la démocratie. Or nombre d'exemples montrent qu'il n'y a pas de relation univoque entre volonté de démocratisation et justice sociale. La démocratie n'est pas, en soi, la machine redistributive que certains pensent qu'elle pourrait ou devrait être. La plus ou moins grande inégalité des revenus n'est pas une donnée extérieure à la société, mais elle est le résultat de mécanismes économiques complexes.

*À la mémoire de John K. Galbraith
décédé le 29 avril 2006*

Economic Association au plus remarquable économiste de moins de quarante ans travaillant aux États-Unis. Le second s'appelait James A. Robinson. Il était professeur à l'université Harvard et avait déjà publié des tas de choses dans toutes les revues savantes de sciences politiques et économiques américaines.

Il était une fois deux universitaires aussi doués que charmants. Le premier s'appelait Daron Acemoglu. Il était, même au pays des merveilles, une sorte de phénomène. Professeur d'économie appliquée au MIT (Massachusetts Institute of Technology), il avait obtenu en 2005 une médaille accordée par l'American

Un jour, nos deux professeurs, qui vivaient au départ comme vous et moi dans notre monde un peu chaotique, eurent l'idée intéressante de jeter un pont entre économie, démocratie et dictature. Mais ils ne savaient pas très bien comment s'y prendre, lorsqu'ils eurent la visite

¹ Cambridge University Press, 2006.

de William of Ockham, un vieux moine franciscain qui aurait vécu et enseigné en Angleterre quelque part entre 1280 et 1350. Il leur expliqua que lorsque les choses sont compliquées, il faut les rendre simples, ou encore que l'on « ne doit jamais multiplier les êtres sans nécessité (*pluritas numquam est ponenda sine necessitate*) ». Pour ce faire, il leur prêta un couteau magique: le Rasoir d'Ockham.

Aussi appelé « principe de simplicité », ou « principe d'économie », il exclut la multiplication des raisons et des démonstrations à l'intérieur d'une construction logique. Il ne faut pas utiliser de nouvelles hypothèses tant que celles déjà énoncées suffisent; celles-ci doivent être utilisées complètement avant d'en introduire de nouvelles. Dont acte.

UN DÉCOR PEINT AU COUTEAU

Munis de ce redoutable rasoir, nos deux auteurs se mirent à créer leur monde ludique. Les deux tiers de leurs premiers contes ne comportent ainsi que deux groupes de personnages: une minorité de riches, qu'ils appellent souvent l'élite, et une majorité de pauvres, qui n'est jamais appelée ainsi. Ce n'est que vers la fin de l'ouvrage, par crainte sans doute de voir ma petite-fille Sophie s'endormir en m'écoutant lui lire de tels contes, qu'ils ajoutent quelques détails, comme l'existence d'une classe moyenne ou le fait que les riches peuvent l'être tantôt en capital financier, tantôt en capital foncier. Mais là où le Rasoir d'Ockham commence réellement à déraiper, c'est lorsque l'on nous dit que celui qui décide vraiment en démocratie est un personnage pour le moins

étrange: le votant qui a le revenu médian dans la société. Ce n'est qu'une façon de faire une constatation assez banale, à savoir que les démocraties se gouvernent le plus souvent au centre. Mais il s'agit déjà d'un centre assez particulier.

Plaçons-nous, à cet égard, dans le cas d'une communauté formée de cinq individus ayant respectivement des revenus disponibles de 700, 650, 600, 500 et 50, soit au total un revenu disponible de 2 500. Dans ce cas, le revenu moyen de cette communauté est de 500. Mais ce n'est pas celui qui intéresse nos auteurs, mais bien le revenu de celui qui est au milieu de cette liste, c'est-à-dire de celui qui a ici un revenu de 600. Voilà le revenu médian, et celui qui le possède aura le pouvoir de décision en démocratie!

Tout cela n'est au demeurant qu'une astuce de vieux routard des théories de la décision collective et politique. Elle vise à se débarrasser d'un problème empoisonnant: celui de la possibilité de déboucher, en démocratie, sur des choix collectifs réputés intransitifs.

Considérons cette fois le cas d'une société comprenant trois décideurs: Elio, Joëlle et Didier. Elio préfère le PS au CDH et déteste par-dessus tout le MR. Joëlle préfère le CDH au MR et n'aime pas du tout le PS. Didier préfère le MR au PS et ne veut pas entendre parler du CDH. Dès lors, si l'on décide dans un premier temps de choisir entre le PS et le CDH, le PS l'emportera par deux voix (celles d'Elio et de Didier) contre une (celle de Joëlle). Le CDH étant ainsi éliminé au premier tour, on confronte ensuite le PS

au MR. Le MR l'emporte à son tour par deux voix (celles de Didier et de Joëlle) contre une (celle d'Elio). Maintenant, si Joëlle est assez intelligente (et elle l'est assurément), elle demandera de confronter le grand vainqueur du premier tour de table, c'est-à-dire le MR, au CDH. Et le CDH, perdant au premier round, se retrouve désormais vainqueur par deux voix (celles d'Elio et de Joëlle) contre une (celle de Didier). Bref, on tourne en rond, ce qui est une autre façon de dire que l'on votera n'importe quoi d'après l'ordre de présentation des choix ou que l'on ira de scrutin en scrutin sans prendre aucune décision. Rien de tout cela ne risque de se passer si l'on postule d'emblée que celui qui aura le dernier mot est celui qui a le revenu disponible médian. Il suffit alors de savoir qui, de Didier, Joëlle ou Elio a ce revenu médian. À vous de le deviner !

Éliminer ainsi théoriquement l'intransitivité² ne l'empêche pas d'exister pratiquement. En démocratie, même en gouvernant plus ou moins au centre, les problèmes de blocage intransitif ne sont en effet pas rares dans les systèmes où plusieurs partis se partagent ou sont en concurrence pour le pouvoir. Le cas de la Belgique est assez exemplaire à cet égard, d'où la nécessité d'y recourir périodiquement à des conclaves, pactes et autres événements dramatisés pour y forger des compromis laborieux en cas d'intransitivité dans les choix collectifs. On peut aussi penser que le fascisme italien ou le nazisme sont nés historiquement d'un blocage total de toute possibilité de décision collective dans le chef des partis démocratiques en présence. Mais, assez

bizarrement, nos deux auteurs ne parlent jamais du fascisme, qui fut pourtant la forme la plus meurtrière de toutes les dictatures. C'est sans doute que les contes d'horreur ne sont guère compatibles avec les contes de fées !

Pour en revenir à nos moutons, nous avons donc, à côté des riches élites et des pauvres non élites, un personnage central quoique fluctuant dans toute cette affaire : le votant qui a le revenu médian dans un des deux groupes ou dans les deux pris ensemble. C'est lui qui décide de tout pour la collectivité. Et que va-t-il décider : de faire la guerre à l'Irak ici ou de modifier des couloirs aériens ailleurs ? Pas du tout, il n'a qu'une seule chose qu'on lui laisse faire, à savoir fixer un taux moyen d'imposition applicable à tous. On rase ainsi de très près, car tout ce qui fait la poésie de nos systèmes d'imposition passe du même coup à la trappe : multiplicité des impôts (sur les revenus du travail, sur le capital mobilier, sur le capital immobilier, sur les bénéfices, sur les successions, sur la consommation...), multiplicité des tranches d'imposition, indexées ou non, abattements, exonérations, cotisations spéciales de solidarité, parafiscalité, etc. De plus, la manne réunie par cet impôt à taux unique ne sert à rien d'autre, chez nos deux auteurs, qu'à être redistribuée forfaitairement à tous.

Donc, dans une société qui serait formée de trois individus ayant respectivement des revenus de 1000, 400 et 100, le décideur médian (celui qui gagne 400) décide par exemple de fixer le taux unique à 10 %. Cela fait des rentrées de 100 sur

² Dès 1785, le marquis de Condorcet mettait le doigt sur cette possibilité d'intransitivité dans son ouvrage intitulé *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix*. Deux petits siècles plus tard, l'économiste américain Kenneth J. Arrow reprenait le thème de ce qu'on appelle précisément le paradoxe de Condorcet dans *Choix collectif et préférences individuelles* (livre publié en anglais en 1951, remanié dans la même langue en 1963 puis traduit en 1974 à Paris chez Calmann-Lévy). M. Arrow a obtenu le prix Nobel d'économie en 1972 et le marquis de Condorcet, accusé comme Girondin, a dû s'empoisonner en 1794 dans la cellule où on le laissait croupir.

le plus riche, de 40 sur le médian et de 10 sur le plus pauvre, soit au total 150. On redistribue alors un tiers de tout cela à chacun, soit 50. Donc, au bout du compte, le plus riche se retrouvera avec 950 ($1000 - 100 + 50$), le médian avec 410 ($400 - 40 + 50$) et le plus pauvre avec 140 (même calcul à faire par vous-mêmes). L'impôt est en conséquence conçu seulement comme une machine à redistribuer, même si nos deux magiciens reconnaissent ici ou là que l'on fait d'ordinaire des tas d'autres choses avec l'impôt: payer des fonctionnaires, l'armée, la magistrature, les enseignants, construire des ponts et des routes, faire un plan Marshall, etc.

Cette focalisation sur un système fiscal à vocation purement redistributive n'est pas innocente. Tout ce qui va suivre prendra en effet l'inégalité des revenus pour moteur de la construction, de la consolidation ou de la destruction d'une démocratie. Certes, vers la fin de l'ouvrage, c'est-à-dire quand ma petite-fille Sophie commencera à cligner des yeux à l'écoute de leurs contes, nos deux magiciens vont se rappeler que l'inégalité des revenus n'est qu'une statistique résultant du fonctionnement même de l'économie et non une donnée économique en soi. Ils vont alors s'atteler à développer un superconte de fées dont il n'est pas sûr que je réussirai à rendre compte. On verra bien.

Pour l'heure, il faut insister sur l'importance que va revêtir dans toute cette histoire une fée diligente et merveilleuse que nous appellerons par la suite Belle Joueuse. À la demande des deux conteurs, cette fée va brasser de longues formules

mathématiques occupant parfois jusqu'à deux lignes de texte en vue de présenter à nos yeux ébahis, pour chaque conte envisagé, « une sous-partie unique de jeu en équilibre parfait ». Ce jargon demande évidemment de faire une nouvelle pause.

PETITE POSE DIDACTIQUE

Lassés sans doute d'être accusés constamment de considérer chaque chose « toutes choses étant égales par ailleurs », plusieurs économistes se sont attachés à voir ce qui pouvait bien se passer si tout bougeait tout le temps. C'était louable, sauf qu'ils ont voulu à toute force que tout cela conduise à un équilibre, alors que l'on n'a jamais vu et que l'on ne verra sans doute jamais une économie fonctionnant de façon équilibrée. Et s'ils ont néanmoins réussi à trouver un tel équilibre général, c'est au prix d'hypothèses à ce point saugrenues que tout cela a seulement l'air d'avoir trait à la réalité. L'exercice, qui a été fait avec beaucoup de subtilité mathématique, tant pour des économies avec propriété privée des moyens de production que pour des économies avec propriété publique de ces derniers, a été aussi concluant théoriquement que pratiquement décevant dans les deux cas. Cela jaunit en fait très mal sur les rayons des bibliothèques universitaires³.

La théorie des jeux, un autre outil théorique de haut vol, a été concoctée, en langue allemande, dès les années vingt par le mathématicien Johann von Neumann. Il a toutefois fallu attendre que Johann devienne John et s'acoquine avec l'économiste austro-américain Oskar Morgenstern, pour que le bébé entre, en

³ Pour l'économie socialiste, un classique du genre est celui de O. Lange et F. Taylor, *On the Economic Theory of Socialism*, University of Minnesota Press, 1938. Pour l'économie libérale de marché, le livre pionnier est celui de Gérard Debreu (prix Nobel 1983), *Theory of Value*, Cowles Foundation, Monograph 17, New York, John Wiley & Sons, 1959.

⁴ von Neumann J. et Morgenstern O., *Theory of Games and Economic Behavior*, Princeton University Press, 1944.

langue anglaise, dans la communauté des économistes distingués vers la fin de la Seconde Guerre mondiale⁴. Depuis lors, la théorie a gagné énormément en complexité mathématique, surtout depuis qu'on y a inoculé le virus de l'équilibre. D'où la féerie de « la sous-partie unique de jeu en équilibre parfait ».

PREMIER CONTE

Il était une fois un dictateur qui régnait en Noolande avec l'appui des riches élites. Pour éviter tout transfert de ses amis riches vers les pauvres, il avait fixé brutalement le taux moyen d'imposition sur les revenus de tous (voir plus haut) au niveau zéro. Mais comme il était malgré tout inquiet de conserver son job, il fit venir la fée Belle Joueuse. Celle-ci lui fit valoir que les pauvres n'étaient pas très contents de leur sort et qu'ils pourraient à la limite faire une révolution. Toutefois, ajouta-t-elle, si les pauvres sont rationnels, ils vont faire un arbitrage entre la perte de revenus inhérente aux destructions d'une révolution et ce qu'ils pourraient obtenir, en cas de réussite, de l'expropriation complète de toute la richesse des riches. Mettons que les riches détiennent 20 % de la richesse nationale et que les affres de la révolte détruiront 25 % de cette même richesse nationale, les pauvres ne bougeront pas le petit doigt. Dans l'hypothèse inverse, la révolte éclatera à moins que vous ne puissiez la prévenir en imposant un taux d'impôt suffisamment redistributif pour les dissuader de monter aux barricades. Voici, dit-elle avec un sourire délicieux, tous les éléments de la sous-partie unique de

jeu qui est en équilibre parfait dans ce cas. Le dictateur demeura perplexe, mais la remercia néanmoins avec effusion.

PREMIÈRE SCOLIE

Il n'est pas le seul à être perplexe. On peut déjà se demander comment le dictateur, sa clique, son armée, sa police, ses indicateurs et ses fonctionnaires font pour vivre s'il n'y a pas de ressources fiscales. Or, s'il n'est pas possible de taxer les amis riches, il faut bien tondre les pauvres.

C'est, en particulier, ce qui s'est passé dans les régimes prédémocratiques de monarchie absolue où la taxation des riches risquait de provoquer des révoltes de palais avec massacre, empoisonnement ou défenestration du monarque régnant. Sous Louis XIV, par exemple, les pauvres étaient mis à contribution pour payer des logements de fonction aux riches à Versailles ou pour leur permettre de s'enrichir par le pillage en allant guerroyer un peu partout à l'étranger. Le nombre de révoltes fiscales que l'on dénombre sous l'Ancien Régime n'était donc pas dû à l'absence d'un impôt redistributif, mais au caractère insupportable d'une fiscalité fortement antiredistributive.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la Chine communiste, dont nos deux magiciens ne soufflent mot, est peut-être le plus grand pays non démocratique qui pourrait connaître demain une révolution à des fins redistributives. La politique qui s'y pratique actuellement entre le monde urbain et la majorité rurale est en effet non seulement peu redistributive,

mais brutalement antiredistributive. Le fait d'enlever des terres aux paysans pour les donner, parfois sans aucune compensation puisque ces terres appartiennent à la collectivité, à des promoteurs immobiliers, conduit d'ores et déjà à multiplier les révoltes ouvertes dans les campagnes. Toutefois, dans un pays aussi vaste et peuplé que la Chine, il y a une marge énorme entre des jacqueries locales et l'organisation d'une alternative globale au système politique actuel.

Enfin, dire que les révolutionnaires sont en mesure de faire un arbitrage entre le cout économique d'une révolution et ce qu'ils pourraient en tirer en expropriant les riches, c'est proprement irréel. Si Lénine avait pu savoir ce que Staline allait produire (de la sueur, du sang, des larmes, des purges et du goulag pour pas grand-chose), il aurait sans doute abandonné la politique du jour au lendemain.

DEUXIÈME CONTE

La part du revenu national accaparée par les riches n'ayant cessé de croître, et avec elle les rumeurs d'une révolution imminente, le dictateur de Noolande fit revenir la fée Belle Joueuse. N'est-ce pas le moment d'annoncer, comme vous me l'avez suggéré précédemment, l'instauration d'une taxe redistributive pour calmer la vindicte populaire? Mais va-t-on seulement me croire si je fais une telle annonce? Avec son plus beau sourire, la fée lui rétorqua que les choses étaient un peu plus compliquées que cela. À supposer que ce que l'on pourra obtenir de l'expropriation des riches est de fait supérieur au cout de la révolution, il se peut

que ce cout soit néanmoins très faible ou au contraire très élevé. S'il est très faible, soit inférieur à un seuil dont je peux vous donner la formule mathématique (non merci!), les pauvres feront la révolution quoi que vous leur promettiez. Si ce cout est supérieur à ce seuil, les pauvres accepteront la taxe que vous leur proposez. De plus, comme la ferveur révolutionnaire n'a qu'un temps (il n'y a pas de révolution permanente), vous pourrez éventuellement diminuer progressivement cette taxe, voire la supprimer un jour. Cela est une autre « sous-partie unique de jeu en équilibre parfait », conclut-elle avec satisfaction. Le dictateur, médusé, eut à peine la force de la remercier.

DEUXIÈME SCOLIE

Le fait de faire des promesses, que l'on aura le bon ou le mauvais ton de croire ou non, et qui seront respectées ou non, n'est évidemment pas l'apanage des dictateurs. En démocratie, les partis politiques font aussi de nombreuses promesses en période électorale. Si vous ne croyez pas ce que l'un d'entre eux vous propose, vous votez pour un autre parti. Et si ce dernier ne tient pas ses promesses, vous voterez contre lui la prochaine fois. La grande différence est donc que le vote remplace ici la révolution, ce qui est infiniment moins couteux.

TROISIÈME CONTE

Le dictateur de Noolande rappela une nouvelle fois la fée Belle Joueuse. J'ai beau faire, j'ai beau dire, j'ai beau promettre même sincèrement d'établir une taxe fortement redistributive, lui dit-il,

rien n'y fait et la révolution couve. Dans ce cas, lui répondit la bonne fée, il reste une solution dont je ne vous avais pas parlé plus tôt car elle va vous chagriner : la démocratie. Le dictateur, furieux à l'idée de perdre sa place, lui indiqua alors d'un doigt dictatorial la porte de sortie.

TROISIÈME SCOLIE

Nous voilà donc menés de la dictature à la démocratie sous le seul aiguillon de la lutte pour une plus grande égalité des revenus. Est-ce bien raisonnable ?

Nos deux auteurs font à cet égard grand cas de l'exemple historique de l'Angleterre. On sait pourtant, ce que nos deux magiciens reconnaissent d'ailleurs, que les premiers balbutiements démocratiques n'ont commencé qu'après 1688 lorsque l'oligarchie des nantis a exigé le contrôle du Parlement, où ils étaient seuls éligibles, sur les dépenses du roi ou de la reine, dépenses financées par l'impôt prélevé un peu sur les riches et beaucoup sur les pauvres. Que l'extension progressive et par à coups du droit de vote jusqu'à l'établissement du suffrage universel ait seulement eu lieu sous la pression d'inégalités criantes de revenus et sous la menace concomitante de l'une ou l'autre révolution est beaucoup plus douteux. C'est faire bon marché du fait qu'au XIX^e siècle, par exemple, les victimes du capitalisme dickensien ont cherché par priorité à s'organiser pour améliorer leurs conditions de travail et de salaire par la voie syndicale, plutôt qu'en exigeant des taxes redistributives en leur faveur. Les seules taxes redistributives de l'époque — les infamantes *Poor*

Laws — n'ont d'ailleurs conduit, comme l'a également montré Dickens, qu'à enfermer les miséreux dans leur ghetto de misère. Finalement, l'idée d'utiliser pour partie l'impôt à des fins redistributives ne s'est imposée, en Angleterre comme dans d'autres pays, qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avec les projets de *Welfare State*.

Une plus grande égalité des revenus est-elle d'ailleurs bien le compagnon fidèle de la démocratie ? Le cas de l'Inde, la démocratie la plus peuplée du monde, ne semble pas abonder dans ce sens. Ni d'ailleurs celui des États-Unis, la seconde démocratie la plus peuplée du monde. Mais nos deux magiciens ne parlent presque jamais de ces deux pays, sauf à évoquer le cas de la réforme agraire faite en Inde, ce qui est certes une mesure théoriquement redistributive, mais non fiscale.

D'autre part, ceux qui possèdent des rentes de situation importantes, comme l'Arabie saoudite ou d'autres régimes non démocratiques détenteurs de réserves pétrolières ou gazières, savent très bien arroser à tout va et seraient donc plus égalitaires que l'Inde démocratique, même si cet arrosage se fait au mépris du développement à long terme de leurs économies. Mais nos deux magiciens ne parlent pas des pays rentiers.

Que dire, enfin, de la migration récente de certains anciens satellites de l'URSS, voire de la Russie elle-même, vers la démocratie ? Ce n'est certainement pas la perspective d'une plus grande égalité des revenus qui les ont poussés dans cette voie, où alors ils se sont lourdement

trompés. Mais nos deux auteurs ne parlent pas de ces pays-là non plus.

QUATRIÈME CONTE

La fée Belle Joueuse eut tout juste le temps, avant de franchir le seuil du palais dictatorial, de murmurer qu'il existait bien un moyen d'empêcher l'instauration d'une démocratie comme parade à une révolution, à savoir la répression. Le dictateur de Noolande abaissa alors son index dictatorial et convia la Belle Joueuse à s'expliquer. Voilà, dit-elle, face à l'alternative révolution ou démocratie, vous pouvez laisser la première s'enclencher et la réprimer ensuite par la force. Un second moyen, plus subtil, est de proclamer la démocratie puis, par une habile propagande visant à dénoncer, surtout auprès des militaires, la corruption réelle ou supposée de ladite démocratie, de fomenter en temps utile un coup d'État en votre faveur. Tout cela devient certes plus compliqué, car, outre le cout d'une révolution, il faut maintenant introduire dans le jeu le cout de la répression et/ou le cout d'un coup d'État. Les formules mathématiques en deviennent gargantuesques, mais je puis vous assurer qu'il existe ici aussi des « sous-parties uniques de jeu en équilibre parfait ». Le dictateur commença à comprendre que son métier était vraiment très difficile.

QUATRIÈME SCOLIE

Dans la plupart des dictatures, la répression n'est pas seulement un moyen de réprimer une révolution ouverte, mais elle est surtout — ce que nos deux auteurs ne prennent pas en considération — un état

permanent. On peut ainsi penser, sans trop de crainte de se tromper, que ce qui a poussé plusieurs pays de l'Est à opter récemment pour la démocratie, c'est bien le désir de se libérer d'une répression permanente plutôt que la perspective, assez illusoire en l'occurrence, de voir s'établir une meilleure égalité des revenus.

Nos deux auteurs font d'autre part grand cas de l'expérience de plusieurs pays d'Amérique du Sud pour étayer leur thèse des coups d'État. Il faut d'ailleurs préciser ici que l'Amérique Latine et l'Amérique Centrale forment la majorité des exemples historiques que nos deux magiciens veulent bien prendre en considération lorsqu'il leur arrive de quitter momentanément leur formalisme mathématique. Et s'il est vrai que l'alternance de la démocratie et de coups d'État le plus souvent militaires caractérise bien l'histoire de plusieurs pays du sud de l'Amérique (Argentine, Brésil, Chili, etc.), s'agit-il vraiment d'un mouvement pendulaire entre dictature et démocratie? Dans le cas de l'Argentine, par exemple, les deux épisodes du péronisme (1946 à 1955 et 1973 à 1976) peuvent-ils vraiment être qualifiés de démocratiques? De même, ce qu'entreprend Chavez au Venezuela aujourd'hui, est-ce bien de la démocratie? Ne faut-il pas au contraire parler de populisme et s'interroger du même coup sur ce qui distingue le populisme de la démocratie? Nos deux magiciens ne se posent pas du tout cette question et l'aborder ici ferait prendre à cet article des proportions aussi monstrueuses que les formules mathématiques desdits magiciens.

CINQUIÈME CONTE

Ma petite-fille Sophie s'étant presque endormie à l'écoute de leurs quatre premiers contes, nos deux auteurs décident de planter là le dictateur de Noolande et de conter enfin les riches heures de la démocratie en Neverlande. Ils décident en outre de pimenter l'action en insérant une classe moyenne entre les riches élites et les pauvres qui ne sont pas des élites. De plus, les riches ne poussent plus la brutalité jusqu'à mettre l'impôt redistributif à zéro, mais le fixent au taux choisi par le mythique « votant-à-revenu-médian » de leur groupe. La classe moyenne a de même un « votant-à-revenu-médian » qui choisit le taux de redistribution préféré de cette classe. Itou pour les pauvres. On a donc trois taux favoris de redistribution : un très faible pour les riches, un moyen pour la classe moyenne et un très grand pour les pauvres.

La fée Belle Joueuse peut alors amener sa boîte à outils. Supposons que les pauvres soient majoritaires, c'est-à-dire qu'ils aient le pouvoir en démocratie et qu'ils fixent la redistribution au taux élevé qui est le leur. Cela ne plaira que médiocrement à la classe moyenne et pas du tout aux riches. Il y a alors, pour nos deux magiciens, un risque de coup d'État que les pauvres vont contrer en diminuant l'impôt redistributif. À l'inverse, si les riches et la classe moyenne détiennent la majorité, ils vont choisir un taux de redistribution intermédiaire entre leurs deux taux favoris à eux, ce qui ne plaira pas aux pauvres qui peuvent dès lors fomenter une révolte. Pour éviter celle-ci, les riches et la classe moyenne vont augmenter

le taux de redistribution. Et l'on voguera ainsi de proche en proche vers un taux d'imposition qui sera celui du « votant-à-revenu-médian » de toute la société. C'est beau, non ?

CINQUIÈME SCOLIE

Il n'est évidemment pas nécessaire de faire sans cesse appel à des menaces de révolution ou de coups d'État pour expliquer que les démocraties fonctionnent bon an mal an au centre, en matière redistributive comme dans bien d'autres domaines. Si les riches ne sont pas contents, ils peuvent toujours voter avec leur portefeuille en investissant leurs capitaux ailleurs. Si la classe moyenne, où le capital humain est le plus concentré, n'est pas satisfaite, elle peut de son côté voter avec ses pieds en allant exercer ses talents à l'étranger. Et si les pauvres ne sont pas contents, ils ont des syndicats ou la rue pour le faire savoir. Il n'est donc pas rare que des gouvernements de gauche cajolent la droite ni que des gouvernements de droite augmentent la part redistributive de la fiscalité. La démocratie n'est donc pas, en soi, la machine redistributive que certains pensent qu'elle pourrait ou devrait être.

LE BOUQUET FINAL

Bien que ma petite-fille Sophie soit désormais profondément endormie, nos deux magiciens en arrivent enfin à reconnaître que la plus ou moins grande inégalité des revenus n'est pas une donnée extérieure à la société, mais qu'elle est le résultat de mécanismes économiques complexes. Ils se lancent alors dans une vaste fable où un modèle économique d'équilibre géné-

ral se combine à leurs « sous-parties uniques de jeux en équilibre parfait ». Il y a donc des individus qui ont du capital, d'autres des terres cultivables, d'autres leur force de travail, d'autres encore une force de travail un peu plus sophistiquée que l'on appelle le capital humain. Avec tout cela, on produit des biens et services dans le cadre d'une concurrence que nos deux auteurs qualifient sans plus de « pure et parfaite », que l'on soit en démocratie libérale ou en dictature sauvage. Mais rien de très fondamental ne change par rapport aux conclusions des cinq contes précédents, sauf à constater que l'on est riche lorsque l'on a beaucoup de capital (industriel, financier, humain ou terrien) et que l'on est pauvre lorsque l'on n'a rien de tout cela. Chemin faisant, les formules mathématiques de cette fable finale deviennent proprement monstrueuses.

DERNIÈRE SCOLIE

Mais à quoi peut donc bien servir tout le fatras mathématique qui orne la prose de nos deux conteurs⁵? Sans doute à construire des modèles scolastiques qui conduiront peut-être un jour leurs auteurs à recevoir le prix Nobel d'économie. Peut-être un petit peu à autoriser les esprits socratiques à mettre tout cela en doute et à en tirer quelques éclaircissements sur ce qui mène réellement à la démocratie ou à la dictature. Très certainement à ce que Pierre Bourdieu⁶ a reconnu comme étant un mécanisme de sélection comparable aux quantités de mathématiques de haut vol que l'on demande aux candidats polytechniciens d'ingérer puis de

déglutir en vue de pouvoir appartenir un jour à l'élite des élites. Si nos deux magiciens ne contribuent en définitive que peu à enrichir notre compréhension de la démocratie en général, leur manuel, s'il est utilisé à des fins d'enseignement, ne favorisera certainement pas la démocratisation des études d'économie. À quoi l'on peut ajouter que les étudiants savent pour leur part très bien voter avec leurs pieds et qu'ils peuvent dès lors désertier spontanément les facultés qui leur proposent de rêver mathématiquement plutôt que de réfléchir concrètement. ■

⁵ On nous rétorquera que les physiciens, par exemple, font appel à des mathématiques encore plus ardues. Mais il s'agit ici, soit d'interpréter un phénomène observé, soit de pressentir l'existence d'un phénomène que l'expérience confirmera ou non. Ce n'est pas la même chose que d'échafauder des contes de fées.

⁶ Bourdieu P., *La noblesse d'État, grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Les éditions de Minuit, 1989.